

BURKINA FASO

*Mission Permanente auprès  
des Nations Unies*



*Unité - Progrès - Justice*

**SOIXANTE-ONZIEME SESSION ORDINAIRE  
DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES**

— 0 — 0 —  
— 0 —

REUNION PLENIERE DE HAUT NIVEAU SUR LES  
DEPLACEMENTS MASSIFS DE REFUGIES ET DE MIGRANTS

Monsieur le Président

Ma délégation salue l'opportunité de cette  
table ronde qui sera organisée le 14...



Si l'on ne peut lutter contre la migration humaine, il est possible cependant de rendre les mouvements de population plus sûrs en adoptant et en mettant en œuvre des régimes migratoires efficaces, un ensemble adéquat d'institutions, de lois et de politiques, qui procurent des avantages multiples et durables.

développement solidaire et bannir l'exclusion  
systématique, la xénophobie et le racisme.

C'est la raison pour laquelle le programme de  
développement durable à l'horizon 2030 fait  
de la mise en œuvre de politiques migratoires  
planifiées et bien gérées une priorité en

matière de développement.

En effet, outre les transferts de devises et  
d'immigrants dans les pays les moins dé-

un visage globalement positif quant à son potentiel. Des capitaux financiers en direction du pays sont évalués à plus de 61 milliards de

F. CEA, en 2012. C'est dit

Le Burkina Faso est davantage un pays de départ qu'un pays d'accueil pour ses nombreux migrants qui s'exposent à des risques et dangers en partant à la recherche de meilleurs opportunités économiques. En témoigne le récent retour des 63 Burkinabè du

Niémie 116 de la Côte d'Ivoire 149 de la Libye

Conakry et 179 de la Libye pour des raisons d'insécurité, d'irrégularité et de violation des droits du migrant.

Dans l'objectif de promouvoir les migrations régulières entre le Burkina Faso et d'autres

Par exemple, avec la France, le Gouvernement du Burkina Faso a signé le 10 janvier 2009 un accord relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au développement solidaire. Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2011 après sa ratification par chaque Etat, cet accord offre de

bonnes perspectives aux migrants éventuels vers la France et détenteurs de qualifications professionnelles au regard des secteurs d'activités prévus dans l'accord. Dans ce cadre, l'Office Français de Migration



**Monsieur le Président,**

La migration des Burkinabè vers l'extérieur peut contribuer à miner la cohésion familiale, accentuer l'individualisme et changer considérablement le rôle des individus dans la sphère familiale. La fuite de cerveaux est une des conséquences néfastes de la migration internationale. Le phénomène prend de plus

en plus de l'ampleur dans le contexte actuel

de la mondialisation du marché de l'emploi

installés hors du pays rapatrient annuellement une partie de leurs revenus pour financer des investissements tant sociaux qu'économiques (BTP, construction d'infrastructures socioculturelles notamment les écoles, les centres de santé, les lieux de culte (mosquées, églises), les centres de loisirs, etc.).

~~Outre les actifs financiers utiles à l'investissement~~

Au regard de l'importance des transferts de fonds des migrants burkinabè, des mesures de sécurisation de ces transferts doivent être prises ainsi que tous les moyens devant assurer leur valorisation par l'ensemble des

**Monsieur le Président,**

Des politiques et stratégies interrégionales et même mondiales sur les migrations sont

nécessaires si l'on veut atteindre des résultats positifs pour toutes les parties concernées. Elles doivent prendre en compte la donne

Pour sa part, le Burkina Faso est résolument engagé sur cette voie de tirer meilleur parti des migrations en les rendant plus sûres, régulières et ordonnées par l'élaboration d'une stratégie nationale y afférente.

Je termine en formulant le vœu que cette table ronde contribue à éveiller la conscience mondiale sur la place des migrations dans l'atteinte des objectifs du développement durable.

**Je vous remercie pour votre aimable attention.**